



**PIERRE BARROS**  
**SÉNATEUR DU VAL D'OISE**

**1 AN**  
**D'ACTION**

**2023**  
**2024**

à vos côtés au Sénat et en Val d'Oise





Mesdames, Messieurs, chères et chers collègues,

Avec ce bilan de ma première année de mandat en tant que sénateur, je tenais à vous rendre compte de mon action au quotidien au Sénat comme en Val d'Oise.

Il y a plus d'un an, j'entrais au Sénat animé par l'envie d'y porter tous nos combats au plus haut niveau de l'État. Cette envie ne m'a pas quittée. Vous le découvrirez au fil de ces pages. Fort de mon expérience de maire et d' élu local, j'ai la volonté d'être votre porte-voix et le défenseur du service public de proximité.

Je me suis engagé sur de nombreux dossiers, d'abord comme membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, puis, à partir du mois de novembre 2024, comme membre de la commission des finances. C'est avec une détermination sans faille que j'ai porté les enjeux du Val d'Oise au Sénat pour alimenter des réponses législatives. D'autre part, j'ai œuvré cette année à parfaire ma connaissance des atouts du territoire. J'ai également parcouru le département pour vous rencontrer et pour échanger avec vous des défis et dilemmes qui jalonnent nos villes et nos villages, au-delà de l'Est du Val d'Oise, qui fut le berceau de mon existence jusqu'à présent.

C'est cet engagement que je souhaitais vous partager à travers ces quelques pages. Certes, nous nous situons aujourd'hui au cœur d'un contexte politique instable, qui entrave nos capacités d'action. La dissolution de l'Assemblée nationale a davantage fracturé notre pays. À rebours du résultat des élections législatives, les nominations de Michel Barnier, puis de François Bayrou, thuriféraires de la politique de l'offre menée par le président Macron depuis 2017, sont édifiantes.

Cette situation m'engage à continuer le combat pour une société plus juste et plus égalitaire. C'est donc avec opiniâtreté que je pars à l'assaut de l'année 2025, pour défendre et conforter vos droits et nos collectivités.

Je fais le vœu que cette année nouvelle soit à la hauteur de nos espérances, Vous pouvez compter sur moi pour être à vos côtés,

*Fidèlement,*  
*P. BARRIS*

#### MES PRINCIPALES FONCTIONS AU SÉNAT :

- Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, puis de la commission des finances
- Membre de la délégation sénatoriale à la prospective
- Membre du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

## Mon portrait

### Une entrée au Sénat remarquée : au-delà des codes et des statistiques

Agé de 52 ans, en couple, père de deux enfants, architecte, Maire de Fosses pendant 16 ans, Vice-Président de la communauté d'agglomération de Roissy-Pays-de-France, j'ai été élu sénateur de la République le 24 septembre 2023. Un immense honneur. Avec satisfaction, je défie pour le Val d'Oise toutes les moyennes nationales et tous les pronostics. Contraint par la loi du cumul des mandats, j'ai passé avec joie le flambeau de Maire de Fosses à Madame Jacqueline Haesinger, qui devient la première femme Maire de ma ville de cœur.

Je fais alors une entrée au Sénat, que je sais remarquée. Mais j'ai plaisir à dire qu'on ne se définit cependant pas par ce qu'on affiche, mais par ce qu'on est, par notre parcours et par notre trajectoire, comme le disait si bien Joan Miro, peintre et sculpteur : **« Ce qui compte, ce n'est pas une œuvre, c'est la trajectoire de l'esprit durant la totalité de la vie ».**

### Une appétence avérée pour l'aménagement du territoire et les finances

Ma passion pour la construction, pour les matériaux nobles tel le bois, ou encore pour le « faire et le défaire » ont sans doute été à l'origine de mon appétence pour l'aménagement du territoire. J'ai choisi d'en faire mon métier : j'ai travaillé dans une petite agence parisienne pendant une vingtaine d'années en tant qu'architecte.

J'aime la vision des espaces, des échelles, des mesures, des demi-mesures. J'ai aimé travailler sur les habitats pour y placer à chaque fois, l'usager en son centre. *Je suis convaincu que l'espace architectural conditionne notre qualité de vie.* Mais rien ne peut se réaliser sans les ressources financières nécessaires. A l'heure où la croissance économique peine et où les budgets des collectivités sont contraints, je suis particulièrement investi sur la répartition des recettes et dépenses de l'État et sur la possibilité de construire un autre budget pour la France, au bénéfice de tous les Français et des collectivités. **Je souhaite que nous puissions poursuivre l'amélioration du quotidien des Français et que la France préserve sa notoriété internationale.**



Mon premier jour au Sénat



Visite du Sénat avec mon collectif de campagne

### Une liberté politique assumée, à gauche

J'ai intégré au Sénat le groupe Communiste, républicain citoyen, écologiste, Kanaky au Sénat, tout en restant fidèle à moi-même. Je suis encore aujourd'hui ce qu'on appelle un « apparenté communiste ». Bien que clairement engagé sur une ligne de « gauche » commune à celle des communistes, par mes valeurs et par mon histoire personnelle, je souhaite garder une certaine liberté face aux appareils politiques. En cela, je poursuis la route telle que je l'ai commencée il y a 24 ans maintenant, lors de mon entrée au conseil municipal de Fosses.

J'ai aussi souhaité garder mon ancrage territorial, indispensable pour rester connecté au territoire et aux élus qui le composent. C'est donc avec plaisir que je suis désormais Conseiller municipal de la ville de Fosses et Conseiller communautaire de Roissy-Pays-de-France.

**C'est ainsi que je me suis présenté à vous et que je vous accompagnerai tout au long de ce mandat. Je me tiens à la disposition de chacune et chacun d'entre vous.**

RETROUVEZ ICI TOUTE  
MON ACTIVITÉ SUR LE  
SITE DU SÉNAT



## Les chiffres clés de mon action au Sénat



**23** propositions de loi ou propositions de résolution signées



**44** questions posées dont :  
2 questions d'actualité au gouvernement  
2 questions orales sans débat  
40 questions écrites au gouvernement



**32** interventions en séances



**+ de 300** amendements signés



## Pour une justice fiscale et sociale

Salon des Maires 2024



### Un autre budget est possible

Le gouvernement Barnier a présenté, avec plus de cinq semaines de retard sur le calendrier législatif habituel, un budget d'austérité dans la stricte continuité de la politique de l'offre conduite depuis 2017. Les 60 milliards d'économies demandés touchaient essentiellement les Français et les collectivités locales.

**Il était de mon devoir d'interroger cette politique qui organise l'évitement fiscal au seul bénéfice des plus riches. Il était aussi de mon devoir de montrer qu'un autre budget est possible parce que les choix économiques sont d'abord des choix politiques.**

Des choix politiques qui doivent préserver le service public, seul patrimoine commun des Français et incarner les valeurs essentielles de notre République : Liberté, Égalité, Fraternité. Ne détruisons pas ce qui garantit encore aujourd'hui une cohésion sociale dans notre pays.

### D'autres solutions existent pour augmenter les ressources de l'État

Depuis 2017, des dizaines de milliards se sont envolés : fin de l'impôt sur la fortune, instauration de la flat tax, suppression de la taxe d'habitation ou encore baisse progressive de l'impôt sur les sociétés. La gauche au Sénat a uni ses forces pour bâtir une alternative.



Au nom de mon groupe parlementaire, **j'ai défendu de nombreux amendements proposant d'augmenter les ressources de l'État.** Nous avons obtenu des victoires symboliques, comme sur l'exit tax. Cela démontre qu'il existe un espace pour débattre d'un autre budget, plus protecteur des Français et des collectivités locales.

### Les collectivités injustement montrées du doigt

Le projet de loi de finances initial pénalisait considérablement les budgets des collectivités territoriales, en imposant à ces dernières un effort inédit, injuste et injustifié de près de 10 milliards d'euros. Toutes étaient visées par les mesures annoncées : mise en place d'un mécanisme de précaution via une mise en réserve de fonds, gel des recettes de taxes sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités pour la compensation de la fiscalité locale supprimée, amputation du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), stagnation de la dotation globale de fonctionnement (DGF)... Autant de mesures qui font peser un grand risque sur l'investissement et la croissance. **Fort de mon expérience d'élu local, je sais à quel point les exercices budgétaires, pour l'ensemble des collectivités, sont déjà extrêmement contraints.** N'en rajoutons pas. Détruire notre modèle social, c'est affaiblir considérablement l'économie de notre pays. **Je continuerai à défendre nos collectivités : des réformes peuvent être menées.** Elles doivent cependant d'abord s'intéresser à la clarification et gestion des compétences plutôt qu'aux restrictions budgétaires non concertées.

TOUTES MES INTERVENTIONS SUR  
LE PROJET DE LOI DE FINANCES  
SONT À RETROUVER ICI :



50 ans du SICTEUB



Inauguration d'une école à Arnouville



Contre la réforme  
du dhoc des savoirs

## À vos côtés

Avec mon groupe parlementaire, **j'ai fait parvenir aux élus locaux un projet de délibération sous forme de vœu**, pour alerter le Gouvernement et demander le retrait des mesures relatives aux collectivités territoriales, délétères pour le service public dans notre département. **J'ai également interpellé l'ex-ministre du Partenariat avec les territoires et de la décentralisation Catherine VAUTRIN** sur l'évolution des cotisations à la CNRACL. La trajectoire annoncée pour les collectivités en matière de coût de masse salariale, pour les 3 prochaines années, est une catastrophe : la hausse de 13,46 points des contributions est insoutenable et inéquitable. **Je poursuivrai ce combat dès janvier 2025 à la reprise des débats sur le projet de loi de finances pour 2025.**



En soutien au Service Départemental  
d'Incendie et de Secours du Val d'Oise

Soirée bilan mandat



## Investir pour préparer le monde de demain



### Investir dans les transports du quotidien

30 % des émissions de gaz à effet de serre sont attribuées au secteur des transports. Il y a urgence à trouver des alternatives économiques et écologiques à la voiture, pour garantir le droit à la mobilité en métropole comme en milieu rural. Cela passera notamment par le développement du transport ferroviaire, pour les usagers comme pour les marchandises. Un effort colossal reste à accomplir : notre réseau a été divisé par deux depuis 1945. Au Sénat, **j'ai régulièrement interrogé les ministres des Transports successifs sur « la nouvelle donne ferroviaire », promesse non tenue de l'État d'investir 100 milliards d'euros d'ici 2040.**

**J'ai voté plusieurs lois qui améliorent la mobilité**, comme celle instituant les services express régionaux métropolitains ou celle concernant le réemploi des véhicules déposée par le groupe écologiste.

En commission comme dans l'hémicycle, **j'ai également défendu le fret ferroviaire**, un atout pour l'emploi comme pour le climat. Fret SNCF est en grand danger, menacée par un plan de discontinuité relatif au soutien financier de l'État dont l'entreprise aurait bénéficié. Aux côtés de l'ensemble des partenaires de ce dossier, **je continuerai de mener le combat pour sauver cette entreprise publique et le transport de marchandises par train dans notre pays.**

**Je travaille ainsi à la rédaction d'une proposition de loi concernant le financement des lignes de desserte fine de nos territoires**, qui concernent un tiers du réseau ferré national.

Commission Aménagement du territoire – fret Sncf



En visite parlementaire à la gare de triage de Woippy



## Pour un service public des transports en Ile-de-France

**Les salariés et les usagers paient le prix fort de la politique d'ouverture à la concurrence imposée par la Région Ile-de-France.** Avec mon groupe parlementaire, nous avons déposé une proposition de loi afin de dessiner une autre voie, protectrice des intérêts des salariés et des usagers : instaurer une régie régionale pour garder nos bus de petite et grande couronne en gestion publique. La politique d'ouverture à la concurrence à tout prix génère des dépenses faramineuses, qui se répercutent sur les usagers via le passe Navigo. Les transports sont un bien commun : nous devons les protéger !



## Le service public garantit le droit à la mobilité pour tous

Les leçons de la privatisation du réseau en Grande couronne n'ont pas été tirées. Il y a deux ans, pour remporter les appels d'offre, les sociétés de transport ont rogné sur les acquis sociaux et sur les conditions de rémunération des salariés. Dans le Val-d'Oise, cela s'est traduit par moins de bus, des lignes supprimées, une colère qui gronde chez les usagers tant le réseau de bus est primordial pour garantir le droit à la mobilité.

**J'ai apporté mon soutien aux salariés des cars Lacroix à Ermont, de Franciliné Seine-Oise à Cergy ou de Keolis à Argenteuil. J'ai demandé aux hautes instances la prise en considération de leurs revendications. Je refuse de voir les transports publics franciliens s'effondrer !**



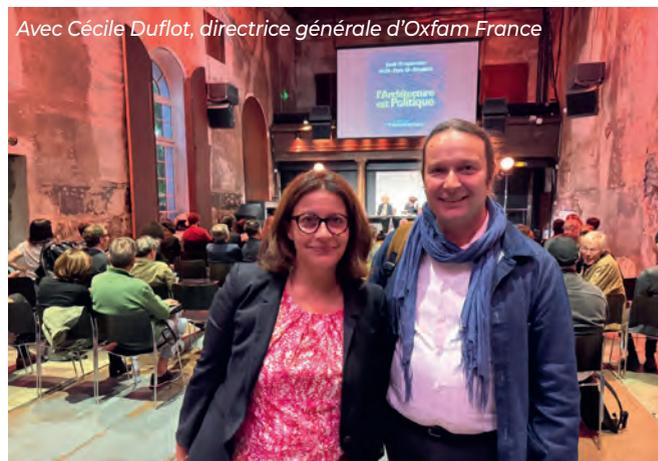
## Adapter nos équipements aux enjeux de demain

Des projets ambitieux et utiles à l'avenir du Val d'Oise et de sa population sont prévus pour les années futures : l'ouverture d'une faculté de médecine, la reconstruction de l'hôpital NOVO... tant d'équipements publics validés par toutes les communautés scientifiques et politiques et qui méritent désormais de voir leurs financements débloqués.

De même, il s'agit de maintenir ou conforter des dispositifs déjà existants : comme l'accès à la fibre optique partout dans le département, quel que soit l'endroit, ou encore le maintien des dispositifs de santé existants sur nos territoires.

Pendant cette année de mandat, je me suis tenu à disposition des divers acteurs concernés pour rappeler aux plus hautes instances de l'État leurs engagements en la matière et/ou réclamer le maintien des dispositifs tels les centres médico-psychologiques ou les unités médicales d'accompagnement en soins spécifiques.

Tous ces projets doivent être maintenus ou mis en œuvre dans les meilleurs délais. **Je poursuivrai cette veille tout au long de mon mandat afin que les engagements soient tenus et qu'il y ait une réelle égalité d'accès au service public sur l'ensemble du département du Val d'Oise.**





## Au service de la protection de l'environnement...

territoires. Les intempéries se multiplient, comme début mai dans l'Est du Val d'Oise. Le dévouement des élus locaux, des agents municipaux, territoriaux et des services de l'État ne peut pas tout. Nous devons collectivement nous interroger sur les moyens de s'adapter à ces catastrophes naturelles, pour en atténuer les conséquences sur nos vies. Replantons des haies, aménageons des talus pour contenir les terres agricoles et protéger la biodiversité. **Je suis également très attentif aux difficultés exprimées par les collectivités à assurer leurs ouvrages et leurs biens dans ce contexte de changement climatique.**

### Garantir une planète habitable à nos enfants

Le rapport Pisani-Ferry Mahfouz intitulé « Les incidences économiques de l'action pour le climat » estime qu'il faudrait 34 milliards d'investissement public supplémentaires par an à horizon 2030 pour tenir nos objectifs climatiques. Dès lors, comment réussir la planification écologique à l'échelle de nos territoires en laissant fondre, par exemple, les crédits accordés au titre du Fonds vert ? Son montant est régulièrement réduit, passant de 2,5 milliards d'euros en 2024 à seulement 1 milliard en 2025, une enveloppe bien inférieure aux besoins. Au Sénat, **j'ai proposé l'abondement de ce fonds, pour que la transition écologique de nos communes ne soit pas abandonnée.**

Au quotidien, la préservation de l'environnement passe, en tant que Sénateur, par des actions concrètes et la défense d'ambitions.

En 2024, **je me suis mobilisé par exemple contre l'usage des substances per et polyfluoroalkylées, plus connues sous le nom de PFAS.** Ce sont des substances chimiques dont les propriétés spécifiques sont mises à profit dans de nombreux produits de la vie courante. Extrêmement persistants, les PFAS se retrouvent dans tous les compartiments de l'environnement et peuvent exposer les populations à une pollution certaine à travers l'air, les aliments et l'eau de consommation ou encore l'utilisation de différents produits et objets du quotidien. Les PFAS sont présents partout : dans nos ustensiles de cuisine, nos vêtements, nos produits cosmétiques et même dans l'eau potable. Ces polluants posent de graves risques pour notre santé : cancers, maladies thyroïdiennes, taux élevés de cholestérol ou encore problèmes de fertilité. Pire encore, ils mettent des centaines d'années à se dégrader dans l'environnement. Empêcher de nouvelles contaminations est vital. **J'ai donc voté au Sénat une loi pour interdire son utilisation.**

### Accompagner les collectivités face aux désordres climatiques

Le réchauffement climatique n'épargne pas nos

### Pour un modèle agricole pérenne

Je comprends la colère de nos agriculteurs. Beaucoup d'entre eux ne parviennent plus à vivre de leur travail : la question d'un revenu digne est leur préoccupation première. Les réponses apportées par les différents gouvernements sont insuffisantes : rien n'a été annoncé pour garantir des prix rémunérateurs pour les produits agricoles. **J'ai défendu au Sénat un moratoire sur les nouveaux accords de libre-échange et un réexamen des accords existants,** en particulier du CETA et du Mercosur. L'agriculture est une activité économique d'utilité publique, au même titre que l'industrie ou l'innovation. **Je souhaite le maintien de cette filière d'excellence. J'é mets le vœu que notre agriculture devienne un modèle de protection de notre santé et de notre environnement.**

### Ma participation à la commission d'enquête Total Energies

**J'ai participé pour mon groupe parlementaire aux auditions de la commission d'enquête consacrée aux activités de Total Énergies.**

Durant nos échanges avec de nombreux spécialistes, nous avons pu examiner les activités de Total Energies et juger de leur cohérence avec les engagements climatiques et diplomatiques de la France.

**J'ai été très fier de participer à ces échanges passionnants.** L'urgence de la crise climatique nous oblige. L'avenir n'est plus à la promotion d'un modèle de développement centré sur les énergies fossiles. Total Énergies ne respecte pas les Accords de Paris : la production de pétrole et de gaz d'ici 2030 est exponentielle, l'entreprise rachète ses actions pour gonfler artificiellement les dividendes versés à ses actionnaires ou encore pratique l'optimisation fiscale. Alors que cette entreprise est stratégique pour l'avenir de notre planète, **je souscris au principe de la remettre sur le chemin de l'intérêt général.**

C'est en ce sens que deux mesures phares ont été consignées à l'issue de ce travail : le recours à un actionariat de l'État spécifique au capital du groupe et la fin de l'importation de GNL en provenance de Russie.

## ...et de la santé de toutes et tous

### En finir avec les médecins saisonniers

Depuis décembre 2023, j'alerte sur la situation des médecins « PADHUE », praticiens à diplôme hors Union européenne. Ces médecins étrangers font vivre notre système de santé. En Val d'Oise, ils tiennent une place centrale dans nos hôpitaux, exerçant en psychiatrie, en pédiatrie ou encore aux urgences. Alors que la France connaît une pénurie inquiétante de médecins et de personnels de santé, 2 000 à 3 000 médecins étrangers déjà en poste dans nos hôpitaux étaient menacés de licenciement et de départ de notre pays, faute d'avoir réussi les épreuves nationales d'évaluation des compétences. Leurs résultats ne reflètent pourtant ni leurs compétences qui leur sont destinées, ni leur importance dans notre système de santé. Cette situation est scandaleuse. Suite à diverses rencontres avec des médecins, **j'ai alerté à plusieurs reprises la ministre de la Santé, la direction de l'ARS et la préfecture sur de nombreuses situations individuelles. Cette année encore, alors que de nouveaux médecins sont menacés, je serai vigilant à ce qu'à travail égal, ces médecins disposent des mêmes droits que les autres.**

### Agir contre les déserts médicaux en Val d'Oise

Le Val-d'Oise est devenu un désert médical où il devient difficile de trouver un médecin et de se soigner. Les hôpitaux rencontrent les mêmes difficultés. Fermetures de lits, réduction de l'offre de soins ou fermeture temporaire de services entiers sont malheureusement devenus le quotidien des soignants. **Dans le cadre de mes missions de contrôle, j'ai régulièrement interrogé le gouvernement sur les carences de notre système de santé en Val d'Oise, notamment sur l'état de la pédopsychiatrie, des services d'urgences ou de la médecine scolaire. J'ai également porté au plus haut niveau des solutions innovantes, en demandant un meilleur financement des centres municipaux de santé qui font leurs preuves dans le département.**



### Constitutionnalisation de l'Interruption Volontaire de Grossesse

**Je suis fier d'avoir participé le 8 mars 2024 au vote qui a permis de faire de la France le premier pays au monde à constitutionnaliser l'interruption volontaire de grossesse (IVG).** Cette loi était un des combats politiques historiques du groupe communiste au Sénat. Dès 2017, ma collègue Laurence Cohen, ancienne sénatrice du Val-de-Marne, avait déposé une proposition de loi en ce sens. Cette liberté fondamentale devait être placée au plus haut niveau de la hiérarchie du droit pour que chaque femme puisse disposer librement de son corps. À l'heure où de nombreux pays remettent en cause ce droit inaliénable, l'inscription de l'IVG dans notre Constitution était un impératif. La réélection de Donald Trump aux Etats-Unis, qui a fait tant de mal aux droits des femmes et en particulier au droit à l'avortement lors de son premier mandat, nous rappelle que « les droits ne sont jamais acquis », pour paraphraser Simone de Beauvoir.

La lutte pour l'égalité est un combat de tous les jours. Cette victoire n'est donc pas une fin en soi. Il est désormais impératif d'agir pour garantir un accès universel à l'IVG. Des obstacles perdurent en France.

**Je continuerai à agir pour le renforcement du système de santé et en faveur des associations et du Planning familial, qui aident chaque jour à faire progresser les droits des femmes.** Permettons enfin à toutes les femmes de prendre des décisions qui concernent leur propre corps.

# 1 AN D'ACTION

2023  
2024

à vos côtés au Sénat et en Val d'Oise



MONTREUIL-SUR-EPTE  
A la rencontre des communes et élus du Vexin



AMENUCOURT  
Assemblée générale des Maires



BUTRY-SUR-OISE  
Fête de la commune



AINCOURT  
Cérémonie commémorative du camp d'internement



PIERRELAYE  
Voeux du Maire



VAURÉAL  
Hommage à Samuel Paty



JOUY-LE-MOUTIER  
Commémoration des victimes  
des attentats terroristes



PONTOISE  
80 ans de la Libération



CERGY  
Commémoration des mémoires de la  
traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions



BEZONS  
Soutien aux salariés de l'EHPAD



BERNES  
Collège F



**SAINT-MARTIN-DU-TERTRE**  
Inauguration du Centre de Loisirs et de la cantine



**FOSSES**  
Commémoration Armistice



**S-SUR-OISE**  
Pierre Perret



**TAVERNY**  
Création de la base aérienne



**DOMONT**  
Participation à la manifestation contre le choc des savoirs



**GOUSSAINVILLE**  
Inauguration de la médiathèque



**ARGENTEUIL**  
Manifestation contre la fermeture du centre d'accueil d'urgence pour les sans domicile



**ARNOUVILLE**  
Marche pour une alternative au Boulevard Intercommunal du Parisis



**GONESSE**  
Consultation sur les nuisances aériennes



**ECOUEN**  
Participation au débat sur les élections européennes



**LOUVRES**  
Commémoration du 8 mai 1945



## Défendre les services publics...

### Pour une charte des services publics inscrite dans la Constitution

À l'heure où les ministres de la Fonction publique successifs rivalisent de mauvaises idées pour affaiblir les services publics, **j'ai cosigné avec mon groupe parlementaire une proposition de résolution proposant d'inscrire dans notre Constitution une charte des services publics.** Il est essentiel de les protéger. **Je fais mienne la formule de Jean Jaurès : « les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas ».**

À rebours des chantages du libéralisme, qui font du secteur privé la solution à la prétendue inefficacité des services publics, rappelons que nos concitoyens ont un besoin urgent de services de proximité et de qualité. Budget après budget, les services publics sont sacrifiés sur l'autel de la rigueur.

**Je veux au contraire les protéger et leur donner les moyens d'agir, seule manière de réconcilier nos sociétés fracturées.**

### Vous informer sur l'actualité législative

Le Sénat a pour missions premières le vote de la loi, le contrôle du Gouvernement et l'évaluation des politiques publiques. Les évolutions législatives peuvent avoir des incidences importantes sur la vie des Français ou sur celle des collectivités. **Comme sénateur, je suis attaché à vous informer des conséquences sur votre quotidien des choix opérés dans l'hémicycle.** En octobre 2023, **j'ai ainsi envoyé à l'ensemble des maires concernés un courrier les alertant sur le filet de sécurité,** mesure gouvernementale injuste qui pénalisait nombre de communes valdoisiennes. **Je me suis tenu à leurs côtés pour demander au gouvernement de revenir sur sa décision de reversement de cette avance financière.**

**J'ai également demandé des éclairages sur certaines injonctions contradictoires faites aux collectivités,** en particulier au sujet de la gouvernance et du financement de la petite enfance. J'ai interrogé le gouvernement sur la continuité de ce service public ainsi que sur le budget dédié à cette ambition.

### Porter vos revendications

Depuis un an, **je fais entendre votre voix au Sénat et j'accompagne les élus qui font face à des situations de blocage.** Alerté par le président du Syndicat intercommunal d'alimentation d'eau potable (SIAEP) de la région de Montsoulz pénalisé par la grève des hydrogéologues agréés, j'ai interrogé et obtenu une réponse par le biais d'une question écrite au gouvernement. **J'ai également agi pour concourir à l'abandon de mesures injustes.** Dès l'annonce du coup de rabot de l'État sur le contrat de présence postale territoriale qui permet au groupe La Poste de respecter sa mission de service public, j'ai enjoint le gouvernement de revenir sur sa décision. **L'Etat a flanché sur certaines décisions et ces victoires sont aussi les vôtres !**

Pour encourager ces échanges très précieux, j'ai invité l'ensemble des élus du département à un temps de présentation du bilan de ma première année de mandat. D'autres moments conviviaux seront organisés, notamment avec les citoyennes et citoyens du Val d'Oise.

### Développer l'attractivité des emplois publics en Val d'Oise

Le Val d'Oise souffre d'inégalités territoriales en matière de sécurité, d'éducation, de santé, de justice ou encore de mobilité. Comme Sénateur et représentant de ce département, je n'ai cessé de demander des moyens complémentaires pour les services publics. Dans une démarche commune avec mes collègues sénateurs du département, **j'ai ainsi proposé l'extension de la prime de fidélisation versée aux agents de l'État de certains services en Seine-Saint-Denis au Val d'Oise, notamment pour l'Est du Val d'Oise.** Il est indispensable de rendre plus attractifs les services publics et favoriser la fidélisation des agents dans notre territoire. **Je continuerai à mener ce combat au sein de la commission des Finances du Sénat.**



Inauguration à la gendarmerie de Louvres

## ...partout en Val d'Oise

### Quel héritage après les Jeux olympiques et paralympiques ?

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 furent pour des millions de Français un moment suspendu au cœur d'un été marqué par les élections européennes et la dissolution de l'Assemblée Nationale. Après avoir enthousiasmé les Français, ces Jeux devaient ouvrir de belles perspectives de développement pour le sport dans notre pays. Malheureusement, les crédits de la mission « Jeunesse et sport » du budget 2025 sont en baisse de 25%. Mis à part quelques équipements inégalement répartis, il n'y a aucune ambition d'héritage. Les baisses de budget auxquelles sont confrontées les collectivités assombrissent les perspectives des associations sportives, garantes de pratiques amateurs inclusives, ouvertes à tous les publics. De même, malgré la réussite des Jeux Paralympiques, la France reste largement en retard en matière d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap.

Nous avons besoin d'une ambition forte pour développer un sport populaire et émancipateur. Le sport à l'école doit être un des piliers fondateurs de notre politique sportive. Il faut donc donner à l'école les moyens de s'adapter aux évolutions nécessaires de la société.

**Je continuerai à défendre les moyens dédiés à ces évolutions.**

### Mettre en lumière les artistes et trésors du territoire

Je suis sensible à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine. C'est un sujet qui me tient à cœur et qui a toujours guidé ma vie professionnelle d'architecte. **J'ai donc choisi, par exemple, que ma carte de vœu annuelle soit un des moments de mise en beauté d'une œuvre d'art locale.**

Histoire de partager et d'encourager notre patrimoine culturel.

Cette année, **j'ai apprécié être présent lors d'engagements pluri-partenaires en faveur de financements** – souvent colossaux – nécessaires aux rénovations de monuments historiques. Ces monuments sont les marqueurs de notre patrimoine. Terre de culture, le Val d'Oise a aussi été le théâtre de visites ministérielles alliant découvertes de nos trésors valdoisiens et reconnaissance des artisans.

La culture, sous toutes ses formes, doit être encouragée. C'est pourquoi j'ai pris part avec passion aux échanges, par exemple, relatifs à la proposition de loi visant à professionnaliser l'enseignement de la danse en tenant compte de la diversité des pratiques.

Ces sujets méritent notre intérêt. Comme le soulignait



Marcus Garvey : « Un peuple qui ne connaît pas son passé, ses origines et sa culture ressemble à un arbre sans racine ». **Je lutterai toujours pour que la culture reste un pilier essentiel de notre patrimoine et qu'elle ne subisse pas les affres d'un contexte budgétaire en berne.**





## Faire de l'éducation un levier de citoyenneté

### Pour nos écoles et nos enseignants

La situation de l'école publique est aujourd'hui alarmante. Les réformes portées par les gouvernements successifs n'ont rien arrangé. La dernière en date, avec l'annonce du « choc des savoirs » et le retour des groupes de niveaux, m'a inquiété tout particulièrement. Cette décision, qui déstabilise le collège unique, est contraire aux valeurs de l'école de la République qui dispose, par l'article 13 du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, que « La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État ».

**Je suis également préoccupé par la situation des personnels de l'Éducation nationale.** Les conditions de travail se sont dégradées. La rémunération, malgré des

revalorisations récentes, n'est pas à la hauteur des autres fonctionnaires de catégorie A. Le métier n'est plus attractif. De nombreuses disciplines ne font plus le plein aux différents concours. Conséquence directe : les académies les plus déficitaires ont recours au recrutement de contractuels. Or, être professeur ne s'improvise pas. Aujourd'hui, les personnels en poste sont épuisés et le vivier de remplaçants est quasiment inexistant. L'école doit disposer de moyens, que ce soit pour mieux former, pour mieux rémunérer les personnels ou encore pour baisser les effectifs par classe. Or, chaque année, l'État annonce toujours plus de suppressions de postes. Dans le Val-d'Oise, **j'ai interpellé régulièrement les ministres sur le manque de remplaçants dans le département et lutté contre la fermeture de classes, notamment en milieu rural dans les regroupements pédagogiques intercommunaux.** Une partie des territoires ne peut être laissée à l'abandon. **Je reste mobilisé à vos côtés pour défendre l'école publique de la République.**

### S'engager pour une école véritablement inclusive

Le droit à l'éducation est un droit fondamental. **Je suis un ardent défenseur de l'école inclusive.** Cependant, l'inclusion de tous les publics ne peut se faire qu'avec des moyens renforcés. **Je défends également l'augmentation des places en ESMS et en ULIS, la reconstitution des RASED ou la création de postes d'AESH, dont le rôle est essentiel et pourtant peu reconnu.**

Inauguration de la rénovation énergétique de l'école du Colombier de Survilliers





Visite AFPA - Gonesse



Espace jeunes de Sarcelles

Leur rémunération doit également être digne, à la hauteur des difficultés des missions qui leur sont confiées. **Je poursuivrai ce combat tout au long de mon mandat, tant ces métiers sont indispensables pour accompagner nos enfants et notre jeunesse.**

## Faire de la jeunesse une priorité

Notre département bénéficie d'une jeunesse « en croissance » : 35% des valdoisiens ont moins de 35 ans. Le Val d'Oise est également marqué par de profondes inégalités en matière d'accès aux soins.



Visite Sénat université de Cergy

Ces inégalités sont accentuées par une démographie médicale dégradée et un taux de pauvreté très important comparé à ceux mesurés en Ile-de-France et au niveau national. Les enjeux autour de la santé mentale, par exemple, sont essentiels : il est constaté un rajeunissement des personnes qui présentent des troubles de santé mentale.

Un travail colossal de prévention doit être entrepris. Il s'agit de faire connaître la réalité des pathologies et adapter les plans de prévention aux diagnostics locaux. L'accompagnement adapté de notre jeunesse doit devenir une priorité nationale. **Ce pourquoi je soutiens l'ensemble des projets du territoire qui ont cette ambition.**

La prévention passe aussi par l'accompagnement de nos jeunes les plus éloignés de nos institutions. Elle passe par un travail de rue, par une prise en considération des problématiques de notre jeunesse, par une politique de prévention spécialisée affirmée et par des moyens dédiés.

Alors que l'Etat a dressé un « catalogue de mesures » dans la suite des émeutes, sans véritable fil conducteur, force est de constater encore cette année la baisse des moyens accordés à la politique de la ville dans le budget général de notre pays. **Je poursuivrai mon engagement en Val d'Oise et au Sénat sur ces questions qui me tiennent à cœur : notre jeunesse doit être écoutée, considérée et accompagnée. Cela passe par une cohérence des décisions budgétaires : les belles paroles ne peuvent suffire.**



## Une urgence : mieux considérer ceux qui nous protègent

### Reconnaître les acteurs de la sécurité

#### **La sécurité civile mérite la considération nationale.**

C'est pourquoi, pendant cette première année de mandat, j'ai pris la défense des sapeurs-pompiers volontaires de France afin que leurs droits à la retraite, par exemple, soient reconnus.

De même, j'ai agi pour défendre un budget au bénéfice de la sécurité civile digne de ce nom. Il est indécent de compter sur la sécurité civile pour intervenir face aux catastrophes naturelles, et, dans un même temps, baisser considérablement leurs budgets de fonctionnement et d'investissement. **Je poursuivrai ce combat au Sénat.**

### Sécuriser le statut de l'élu

#### **Il y a quelques semaines un statut de l'élu local renforcé a été présenté à l'ensemble des sénateurs et j'ai voté en faveur de ce dernier.**

Les exigences du mandat d'élu local sont de plus en plus fortes. Les élus sont en première ligne face aux changements de la société et face au climat de défiance qui bouscule et qui empêche parfois de nouvelles vocations. Les conditions d'exercice du mandat d'élu local méritent donc d'être particulièrement revisitées. Cette proposition de loi doit permettre d'améliorer le régime indemnitaire des élus pour reconnaître leur engagement à sa juste valeur, d'accorder un trimestre supplémentaire par mandat complet pour la détermination du taux de calcul de la pension de retraite, avec un maximum de huit trimestres cumulés ou encore de concilier le mandat d'élu local avec la vie personnelle ou professionnelle en élargissant, par exemple, les organes où l'élu peut être autorisé par son employeur à s'absenter. Il est aussi prévu de sécuriser l'engagement des élus en permettant par exemple à la commune d'accorder sa protection à chacun des élus du Conseil municipal lorsque ces derniers sont victimes de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions.

**Je serai bien sûr très attentif à la poursuite du processus législatif de ce texte, indispensable au maintien de la démocratie locale.**



Viste de la douane de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle

# Faire vivre la France à l'international et soutenir toutes les actions porteuses de paix dans le monde



Cérémonie Kazakhstan

## Mon engagement en faveur du Kazakhstan

En ma qualité de Sénateur, membre du groupe France-Asie Centrale et Président délégué pour le Kazakhstan, je participe en France aux événements de soutien au Kazakhstan. Le Kazakhstan est un pays d'Asie centrale, qui borde la Russie, la Chine, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. C'est un pays qui compte 20 millions d'habitants avec une densité d'habitants des plus faibles au monde, avec moins de 7 habitants/Km<sup>2</sup>, quand la France en compte 106. Un pays que nous méconnaissons souvent ici en Europe mais qui occupe une place stratégique en Asie. **Je suis honoré de faire partie de cette délégation et de la coopération régulière avec Madame l'ambassadrice du Kazakhstan en France et à Monaco, Gulsara Arystankulova.**

## Aux côtés des peuples palestiniens et israéliens pour la paix

J'ai déposé une proposition de résolution pour imposer un cessez-le-feu en Palestine. De même j'ai déposé plusieurs questions écrites sur la situation à Gaza (reconnaissance de l'État de Palestine, embargo sur la vente d'armes par la France à Israël...) et j'ai signé une tribune avec 260 autres élus pour apporter mon soutien à l'UNWRA (Office de secours et de travaux des nations pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) et appeler à la paix.



## Mon engagement en faveur de l'Ukraine



Hérouville, rassemblement en faveur du peuple ukrainien



## Accompagner la vitalité économique du Val d'Oise

Manifestation contre la réforme des retraites - 2023



### Opter pour une réelle simplification de la vie économique

Le gouvernement avait posé l'ambition d'une véritable révolution pour simplifier la vie économique des entreprises, avec l'objectif de « changer la culture de l'administration ». C'est malheureusement avec déception que j'ai découvert la visée gouvernementale, à travers le projet de loi sur la simplification de la vie économique, qui s'apparentait davantage à la compilation de mesures dérogatoires plutôt qu'à une réelle démarche de rationalisation du droit. Multiplier les dérogations, le risque contentieux ou encore les comités Théodule est loin d'être à la hauteur de l'attente. **La véritable révolution culturelle aurait sans doute été celle de faire une évaluation fine et complète des lois PACTE, ESSOC et ASAP avant de proposer de nouveaux allègements de contraintes qui ne font que masquer la pénurie de personnels en mesure d'accompagner correctement les entreprises et les particuliers dans leurs rapports à la loi et à la règle.**

J'attends donc un texte qui apportera de la clarté et une réelle simplification pour une meilleure stabilité du droit,

pour un respect de la norme législative ou réglementaire. **Le renforcement des moyens et des compétences est nécessaire à une mise en place efficace d'une simplification.**

### La défense des droits des travailleurs

Je suis sollicité régulièrement pour accompagner la défense des droits des travailleurs. En effet, le Sénat exerce un rôle clé dans la défense des libertés et des droits fondamentaux. « Les sénateurs, toutes sensibilités politiques confondues, s'attachent dans la durée à protéger et à promouvoir les droits des personnes, les libertés collectives et tous les principes fondateurs de l'État de droit, dans un subtil exercice de conciliation entre les valeurs de la démocratie, le respect des droits de l'homme et les contraintes de l'action publique », comme le stipule parfaitement François Pillet dans son livre « Le Sénat, gardien des

Rassemblement à Pontoise pour dénoncer la répression syndicale avec Sophie Binet



libertés ». Certes, le Sénat n'est pas le seul gardien, mais cette mission est fondamentale pour un Sénateur. Par ailleurs, **j'y suis extrêmement sensible depuis toujours, refusant les injustices sociales et veillant à protéger les droits acquis**. Je suis donc présent pour soutenir certaines manifestations et intervenir, quand cela paraît indispensable, auprès des plus hautes instances de l'État. La défense des droits des travailleurs est un sujet qui m'anime. Ce pourquoi **je travaille actuellement à une proposition de loi pour renforcer le dialogue social ; dialogue social en perte de vitesse depuis plusieurs années et pourtant essentiel à la préservation de notre modèle social**.

## Découvrir et accompagner les entreprises du territoire

Être sénateur, c'est avoir le privilège d'aller à la rencontre de toutes les entreprises du territoire, afin de découvrir leur activité, leur savoir-faire et leur talent. J'ai pris un immense plaisir à rencontrer artisans, commerçants, petites et moyennes entreprises locales et à constater la richesse et la diversité des métiers. Les enjeux du maintien de l'économie, notamment en temps de crise, sont majeurs. Les activités à vocation technologique du Val d'Oise, les pôles de compétitivité ou d'excellence font le paysage économique de notre département.

**J'ai découvert avec intérêt et envie d'agir les défis de nos entreprises locales et nationales.**

**J'ai participé aussi à de nombreux salons**, comme MIFEXPO à Paris ou encore Effervescence, temps fort du monde économique et de l'innovation des entreprises dans le Val d'Oise et rendez-vous incontournable des entreprises industrielles ou de service.

Notre territoire regorge de talents et les acteurs qui accompagnent nos entreprises sont passionnés et passionnants. La valorisation de nos entreprises doit permettre leur maintien et/ou leur développement. **Je m'y engage avec détermination, tout en poursuivant mes découvertes à travers les routes du département ; découvertes que je continuerai à partager en photos et en temps (presque) réel sur les réseaux sociaux.**





# Pierre Barros

Sénateur du Val D'oise

**ME CONTACTER**



**p.barros@senat.fr**



**01 42 34 46 95**



**Pierre BARROS, Sénateur du Val-d'Oise**  
**15, rue de Vaugirard 75291 Paris cedex 06**



**Permanence parlementaire - Pierre Barros, Sénateur**  
**Hôtel de ville**  
**1 Place du 19 mars 1962 95470 Fosses**

**SCANNEZ CE QR CODE POUR RECEVOIR  
MA LETTRE D'INFORMATION MENSUELLE**



**@p.barros**

## **Vous souhaitez visiter le Sénat ?**

Des visites collectives sont organisées par les services du Sénat pour des groupes ne dépassant pas 45 personnes. Si vous êtes intéressés, contactez-moi plusieurs mois en avance à l'adresse suivante : p.barros@senat.fr